

Concours de policier municipal

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

Procédure pénale

CORRIGES

A partir de ce corrigé, établissez votre score.

Le maximum de points est donc de 38.

- Si votre total final est compris entre 38 et 34, vos connaissances sont sérieuses et les efforts à fournir devront porter sur la méthodologie (utilisation des connaissances) et sur l'entretien et la mise à jour des connaissances.

- Si votre score est inférieur à 34 (n'oubliez pas que vous préparez un concours: le but à atteindre n'est pas simplement d'être dans une honnête moyenne), il faut reprendre les ouvrages correspondants au programme et mener de pair acquisition et utilisation des connaissances.

- Vous pouvez trouver l'ensemble des réponses dans les fiches de révision relatives à la procédure pénale

1) La juridiction compétente pour juger les auteurs de délits est :

- ☐ le tribunal de police
- ☒ le tribunal correctionnel (1 point)
- ☐ la cour d'assises

2) Le tribunal correctionnel est la formation répressive du tribunal de grande instance :

- ☒ vrai (1 point)
- ☐ faux

3) La cour d'assises est une juridiction :

- ☒ départementale (1 point)
- ☐ régionale
- ☐ nationale

4) La cour d'assises est composée :

- ☐ uniquement de jurés populaires
- ☐ uniquement de magistrats
- ☒ de jurés populaires et de magistrats (1 point)

5) Le tribunal pour enfants est compétent pour juger :

- ☐ les mineurs de 16 à 18 ans, auteurs de crimes
- les mineurs de moins de 18 ans, auteurs de délits (1 point)
- les mineurs de moins de 16 ans, auteurs de crimes (1 point)

Réponses : Les crimes commis par des mineurs de 16 à 18 ans relèvent de la compétence de la cour d'assises des mineurs.

6) La cour d'assises des mineurs est composée :

- ☐ d'un jury populaire formé d'une majorité de mineurs
- ☐ exactement comme la cour d'assises des majeurs
- comme la cour d'assises des majeurs, à l'exception des assesseurs qui sont deux juges des enfants (1 point)

7) L'action exercée par le Ministère public pour défendre les intérêts de la société est :

- ☐ l'action civile
- l'action publique (1 point)

8) Le procureur de la République représente le Ministère public :

- ☐ près la Cour de cassation
- ☐ près la cour d'appel
- près le tribunal de grande instance (1 point)

9) Les membres du Ministère public sont :

- placés sous la direction de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des Sceaux (1 point)
- ☐ indépendant de toute autorité hiérarchique

10) Le délai de prescription de l'action publique pour les crimes est, en principe, :

- ☐ illimité
- ☐ de 20 ans
- de 10 ans (1 point)

11) Pour les infractions instantanées, le délai de prescription commence à courir :

- au jour où l'infraction a été commise (1 point)
- ☐ au jour où la victime l'a découverte
- ☐ au jour où le Ministère public a été informé de sa commission

12) L'abrogation d'une infraction entraîne l'extinction de l'action publique :

- ☐ seulement à l'égard des actes commis après l'entrée en vigueur de la loi : les faits commis antérieurement restent punissables
- à l'égard de tous les faits commis antérieurement ou postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi (1 point)

Réponses : En application du principe de la rétroactivité in mitius, l'action publique est éteinte même si les faits étaient punissables à l'époque où ils ont été commis.

13) Le retrait de la plainte de la victime met, en principe, fin à l'action publique :

- ☐ vrai
- faux (1 point)

14) La victime peut engager l'action civile en dommages-intérêts à l'égard des héritiers de l'auteur décédé de l'infraction :

- ☒ vrai (1 point)
- ☐ faux

Réponses : En revanche, l'action publique ne peut pas être exercée à l'encontre des héritiers du délinquant.

15) La victime d'une infraction pénale peut demander réparation de son dommage :

- ☒ devant les juridictions répressives en même temps que l'action publique (1 point)
- ☐ devant les juridictions répressives même si aucune action publique n'est exercée
- ☒ devant les juridictions civiles (1 point)

Réponses : La victime dispose d'un choix qu'elle exerce de façon discrétionnaire. La voie répressive semble lui être néanmoins plus favorable.

16) La gendarmerie est une formation militaire :

- ☒ vrai (1 point)
- ☐ faux

17) La police ayant une mission générale de prévention des infractions est :

- ☐ la police judiciaire
- ☒ la police administrative (1 point)

18) La police judiciaire ne dispose pas de pouvoirs coercitifs et les actes accomplis supposent l'accord de la personne, dans le cadre d'une :

- ☒ enquête préliminaire (1 point)
- ☐ enquête de flagrance

19) La durée d'une garde à vue est, en principe, de :

- ☒ 24h (1 point)
- ☐ 48h
- ☐ 96h

20) La personne gardée à vue peut demander à s'entretenir avec un avocat :

- ☐ dès la première heure
- ☐ dès la 10e heure
- ☒ dès la 20e heure (1 point)

Réponses : Une réforme est actuellement à l'étude pour permettre à la personne de s'entretenir avec son avocat dès la première heure de la garde à vue.

21) Une personne peut être retenue sur place ou dans un local de police pendant une durée de 4 heures maximum si elle refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité aux forces de police :

- ☒ vrai (1 point)
- ☐ faux

22) La décision de placer une personne mise en examen en détention provisoire relève de la compétence :

- ☒ du juge d'instruction (1 point)
- ☐ d'une formation collégiale de trois juges d'instruction

☐ de la chambre d'accusation

Réponses : Là encore, plusieurs réformes ont tenté, sans succès, de confier la décision de placer la personne mise en examen, en détention à une formation collégiale de plusieurs magistrats.

23) La procédure d'instruction est :

- ☒ secrète et non contradictoire (1 point)
- ☐ publique et contradictoire

24) Le juge d'instruction instruit :

- ☒ sur les faits dont il est saisi
- ☐ sur la culpabilité d'une personne dont il est saisi

Réponses : Le juge d'instruction est saisi in rem.

25) L'instruction préparatoire est :

- ☐ toujours obligatoire, quelle que soit l'infraction commise
- ☒ seulement obligatoire en matière criminelle et à l'égard de certaines personnes, facultative dans les autres cas (1 point)

26) L'ordonnance de clôture décidant que les charges ne sont pas suffisantes à l'égard d'une personne mise en examen est :

- ☒ une ordonnance de non-lieu (1 point)
- ☐ une ordonnance de renvoi

27) L'ordre donné par le juge d'instruction au chef de l'établissement pénitentiaire de recevoir, de détenir la personne à l'encontre de laquelle il est décerné est :

- ☐ un mandat de comparution
- ☐ un mandat d'amener
- ☒ un mandat de dépôt (1 point)
- ☐ un mandat d'arrêt

28) Les débats à l'audience ont lieu, principe :

- ☒ publiquement (1 point)
- ☐ à huit clos

29) La parole à l'audience est donnée en dernier lieu :

- ☐ au Ministère public
- ☐ à l'avocat de la partie civile
- ☒ au prévenu ou accusé (1 point)

30) A l'encontre d'une décision du tribunal de police, l'appel est toujours possible :

- ☐ vrai
- ☒ faux (1 point)

31) En principe, la décision rendue par la juridiction répressive de première instance n'est pas exécutée si un appel a été interjeté :

- ☒ vrai (1 point)
- ☐ faux

32) Le pourvoi en révision peut être formé, si les conditions sont réunies, lorsqu'une personne a été :

- ☒ condamnée (1 point)
- ☐ relaxée ou acquittée

Réponses : Le pourvoi en révision n'est pas recevable si la personne a été relaxée ou acquittée.

33) La Chambre criminelle sanctionne les erreurs de droit à l'occasion d'un :

- ☐ pourvoi en révision
- ☒ pourvoi en cassation (1 point)

Réponses : Le pourvoi en révision sanctionne les erreurs de fait.

34) Le délai pour interjeter appel est de :

- ☐ 5 jours
- ☒ 10 jours (1 point)
- ☐ 1 mois